

Nassima Bougherara

Les rapports franco-
allemands à l'épreuve
de la question algérienne
(1955-1963)

Peter Lang

Nassima Bougherara

Les rapports franco-
allemands à l'épreuve
de la question algérienne
(1955-1963)

Peter Lang

L'aspiration à la réunification allemande et l'inquiétude de voir les forces alliées britanniques et américaines se désengager de l'Europe occidentale, accrue par celle d'une hégémonie soviétique sur le flanc sud de l'Europe, induisent les dirigeants allemands à développer des stratégies de consolidation de la construction européenne et d'élargissement de leurs sphères d'influence dans le monde. Ils optent pour une neutralité pragmatique à l'égard des autorités françaises et de *laisser-faire* face aux actions du FLN installé sur leur territoire, au cours de l'année 1957.

Les efforts de propagande et l'intense activité diplomatique du Quai d'Orsay, que révèlent de nombreux documents, confirment un intérêt croissant pour la question algérienne. Ils traduisent le mécontentement grandissant et le désarroi de Paris face à l'internationalisation du conflit. Mais, le refus larvé de l'administration allemande de répondre aux injonctions françaises et la question difficile de la coopération franco-allemande en matière de Défense nucléaire aggravent peu à peu le contentieux entre les deux Etats.

Les témoignages et les documents le confirment, c'est sous couvert diplomatique et discrètement que les interventions allemandes ont lieu et que les actions sont contrôlées: c'est donc dans ce cadre que l'on s'interroge aussi sur l'enjeu que pouvait représenter une Algérie indépendante pour la RFA, sur les motivations et les perspectives des hommes politiques allemands, au tournant des années soixante, face aux réactions et aux interventions de l'Etat français.

Quelle signification avait alors la politique allemande officielle dont la caractéristique principale semblait être celle de la réserve? Quelles en étaient les implications?

La politique franco-algérienne, *domaine réservé* du général de Gaulle et de son entourage très proche, prend un cours décisif à partir de 1958. Ce cours est déterminé par des enjeux qui semblent échapper aux indépendantistes eux-mêmes. Ils échappent aussi aux dirigeants allemands et déterminent les rapports franco-allemands dans les secteurs de la coopération économique, mais plus particulièrement dans les domaines de la Défense et de la recherche atomique.

A partir de 1959, en France, le pouvoir raisonne selon deux perspectives: celle de la menace d'une confrontation nucléaire entre deux systèmes politiques et économiques antagonistes, d'une part, et celle du processus de décolonisation et d'indépendance généralisé, d'autre part. De nouvelles orientations se dessinent en politique étrangère qui se fixent pour objectif majeur de lever les obstacles anachroniques qui font barrage au recouvrement de la puissance française: il s'agit de régler la question du conflit algérien et de mettre fin à l'hostilité séculaire franco-allemande.

Quelles étaient les réelles motivations et les attentes exactes des dirigeants français à l'égard du partenaire allemand? Quel rôle et quelle place ces derniers souhaitaient-ils obtenir pour l'Allemagne dans leur stratégie européenne et internationale, et plus particulièrement militaire?

Le traitement de ces questions renvoie à d'autres interrogations et permet une remise en perspective de l'action de ceux qui décidaient de la conduite des opérations politiques, diplomatiques, militaires, de police et du renseignement.

N'existait-il qu'un centre de prise de décisions? Ne s'agissait-il pas plutôt d'une multitude de réseaux de pouvoirs et d'influence qui s'interpénétraient, se contredisaient et se doublaient, s'exerçant sous les pressions diversifiées des intérêts économiques, énergétiques et nucléaires nationaux, ainsi que sous l'influence de l'évolution géopolitique internationale?